



Impact socioéconomique de la fermeture de la frontière

Présentation

La **crise déclenchée par la pandémie de COVID-19** nous a placé dans une situation inédite qui **met à l'épreuve tous les aspects de la vie**, y compris des réalités aussi évidentes que la liberté de circulation des personnes et des travailleurs sur le territoire de l'Union européenne.

En ce sens, la **fermeture de la frontière** entre les États français et espagnols pour **contenir l'expansion du virus** a représenté un **élément d'impact venant s'ajouter** à la réalité des **personnes** dont la vie quotidienne ou professionnelle se déroule indifféremment en Nouvelle-Aquitaine, en Euskadi et en Navarre, ainsi qu'aux **projets de coopération transfrontaliers** soutenus par l'Eurorégion.

Toutefois, avec toute la prudence qui s'impose, il semble maintenant que **la situation commence à se stabiliser et qu'il est permis de regarder vers l'avenir et de penser à se réappropriier le territoire**.

Pour cela, il est **essentiel de comprendre et de qualifier l'impact de la fermeture de la frontière et de la crise sanitaire**. Dans ce contexte, il est indispensable **de recueillir les témoignages des citoyen.nes et des travailleur.euses transfrontalier.ères**. Ce n'est qu'à partir de la connaissance des impacts causés que nous pourrons tirer des enseignements qui serviront à agir dans le futur.

Dans ce sens, une double enquête a été réalisée auprès des citoyens transfrontaliers et des partenaires des projets eurorégionaux.

Ce document a pour objectif de présenter une première **approche de l'impact économique et social de la COVID-19 sur le territoire eurorégional**, en identifiant les principales problématiques que les personnes ont dû affronter ces derniers mois.





●	Contenus	
●	La fermeture de la frontière: une nouvelle réalité	6
●	Le déroulement des projets eurorégionaux dans la réalité actuelle	23
●	Méthodologie utilisée pour les enquêtes	34
●	Conclusions	40
●	Remerciements	43

Chapitre 1

La fermeture de la frontière : une nouvelle réalité

1.1 Citoyen.ennes transfrontalier.ères

1.2 Travailleur.euses transfrontalier.ères

Chapitre 1 | La fermeture de la frontière : une nouvelle réalité

La fermeture de la frontière a eu un impact négatif sur les citoyen.ennes et les travailleur.euses transfrontalier.ères, provoquant une perturbation sociale et économique majeure. Il est donc essentiel d'identifier les principaux axes d'action pour réduire autant que possible le préjudice causé par la fermeture de la frontière chez les citoyen.ennes et les travailleur.euses transfrontalier.ères.

Afin d'identifier une série de **lignes directrices et d'actions à mener pour atténuer l'impact de la fermeture de la frontière** sur les citoyen.ennes et les travailleur.euses transfrontalier.ères, l'**Eurorégion NAEN** a mené une **enquête** centrée sur les résidents appartenant à ces groupes en Euskadi, en Navarre et en Nouvelle-Aquitaine. L'enquête réalisée aborde **les principaux facteurs d'impact et les problématiques identifiées dans le domaine social et professionnel** dans la vie des transfrontalier.ères.

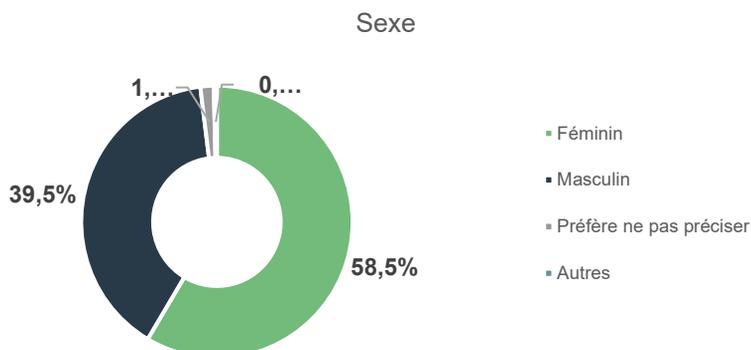
Ainsi, consciente de ce que la fermeture de la frontière a signifié et signifie actuellement pour les personnes transfrontalières, cette enquête vise à en **quantifier et qualifier l'impact**, par la collecte de **témoignages donnant un aperçu de la réalité de la vie transfrontalière** de nombreux.ses citoyen.ennes.

En ce sens, comme nous le préciserons plus loin, cet impact sera analysé d'une part, sur les transfrontalier.ères socio-économiques, et de l'autre, sur les travailleur.euses transfrontalier.ères. L'accès au point de vue des deux groupes nous permettra d'appréhender l'impact social, économique et professionnel de manière plus concrète. Ainsi, l'enquête a été lancée le 4 juin 2020 et a duré dix jours. Comme mentionné précédemment, le principal objectif de cette enquête était d'**identifier les lignes directrices et les actions à engager par l'Eurorégion NAEN dans le contexte de la fermeture de la frontière.**

1.1. Caractérisation des personnes interrogées

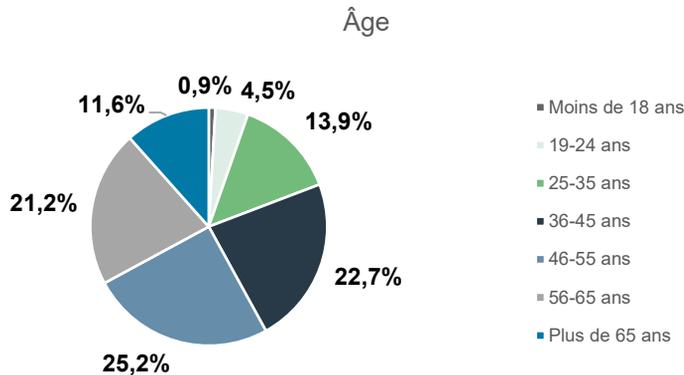
Afin d'avoir une vue d'ensemble, des **données démographiques** ont été recueillies auprès des personnes interrogées, auxquelles on a demandé leur âge, leur sexe, leur niveau d'éducation et leur origine. L'enquête, qui s'adressait aux citoyen.ennes et aux travailleur.euses transfrontalier.ères, a engrangé un total de **2 357 réponses**.

Parmi les personnes interrogées, **58,5 %** se sont identifiées comme des **femmes**, **39,5 %** comme des **hommes** et **1,6 %** ont préféré **ne pas préciser** leur genre.



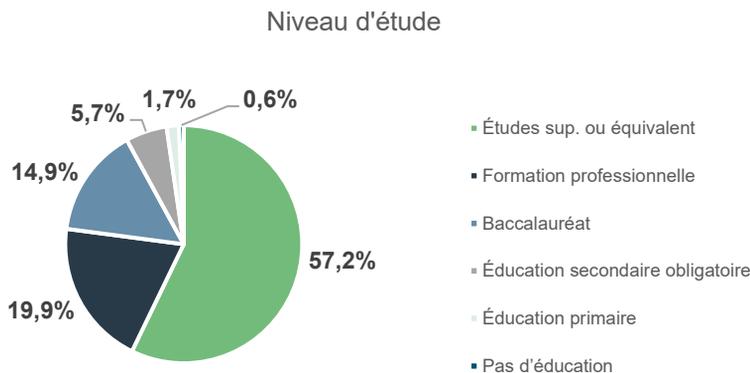
La plupart des personnes interrogées se sont identifiées comme **femmes (58,5%)**, tandis que **39,5 %** d'entre elles s'identifiaient comme des **hommes**

Les personnes âgées de **46 à 55 ans** sont le **groupe d'âge** qui a le répondu en plus grand nombre à l'enquête (soit **25,2 %**), suivi par les personnes âgées de **36 à 45 ans** et celles âgées de **56 à 65 ans**. De même, il convient de mentionner que les groupes **les moins bien représentés** sont les **moins de 18 ans (0,9 %)** et les personnes dont l'âge est compris entre **19 et 24 ans (4,5 %)**.



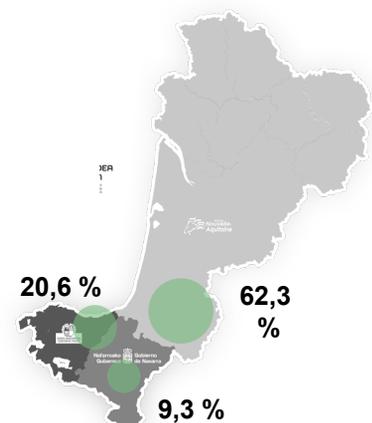
Les personnes entre **46 et 55 ans** forment le groupe **le plus représentatif**, suivi respectivement par le **groupe des 26-45 ans**.

En ce qui concerne l'**éducation**, on a constaté que la majorité des personnes interrogées avaient suivi des **études universitaires ou équivalentes (57,2 %)**, puis **19,9 %** étaient issues de la formation professionnelle et **14,9 %** avaient le Bac. Il convient de mentionner que **0,6 %** seulement des personnes interrogées **n'avaient pas fait d'études**.



57,2 % des personnes interrogées font état d'un **niveau d'études universitaires ou équivalent**.

Parmi les personnes interrogées, **62,3 % résident dans les Pyrénées-Atlantiques** (Nouvelle Aquitaine), **20,6 % au Gipuzkoa**, **9,3 % en Navarre** et les 4,3% restants dans d'autres territoires proches de la frontière (Alava, Bizkaia, Landes, etc.).

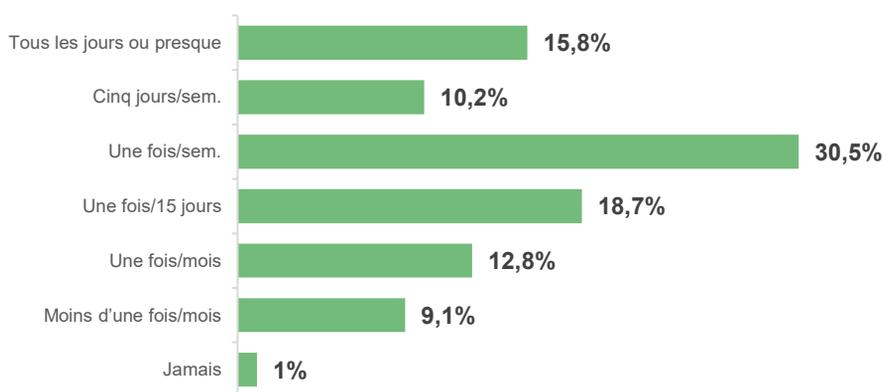


Les **Pyrénées-Atlantiques** se positionnent **en tête de la représentativité** en termes de citoyenneté transfrontalière, avec **62,3 %** des personnes interrogées.

Après la caractérisation démographique des personnes interrogées, l'identification de leurs **habitudes transfrontalières** ont été mesurées en identifiant les flux de circulation entre les territoires et la récurrence du franchissement de la frontière.

En ce sens, **30,5 % des personnes interrogées traversent la frontière une fois par semaine, tandis que 18,7 % le font une fois tous les quinze jours et 15,8 % tous les jours ou presque.** Ainsi, les citoyens qui traversent la frontière une fois par mois (12,8 %), moins d'une fois par mois (9,1 %) et jamais (1 %) ne sont pas considérés comme ayant des habitudes transfrontalières. Par conséquent, **les citoyen.ennes et travailleur.euses transfrontalier.ères** représentaient **75 % des personnes interrogées.**

Récurrence du passage de la frontière

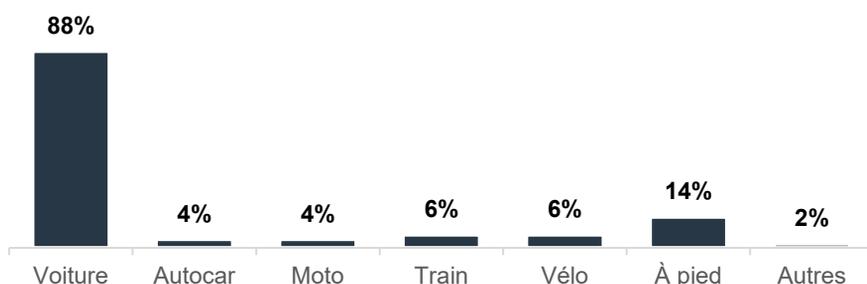


75% des personnes interrogées passent la frontière plus d'une fois par mois. **15,8 %** de ces personnes passent la frontière tous les jours ou presque tous les jours de la semaine

En ce sens, il convient de noter que ce sont les **travailleur.euses transfrontalier.ères qui se déplacent le plus souvent entre les territoires** (49,6 % d'entre eux se déplacent tous les jours ou presque). En revanche, les transfrontalier.ères pour raisons économiques se déplacent moins fréquemment, soit, en général, une fois par semaine (40,5 %).

Ainsi, les personnes transfrontalières **utilisent principalement la voiture** pour se déplacer entre les territoires (**88 %**). Le train, la moto, le vélo, la marche et d'autres moyens de transport sont moins utilisés.

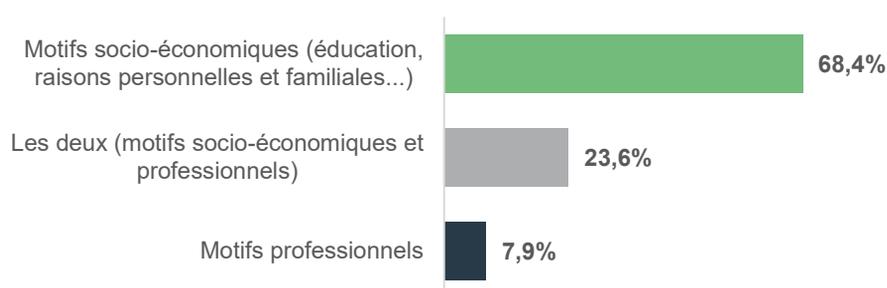
Modes de transport les plus fréquemment utilisés pour se déplacer entre les territoires transfrontaliers



88 % des personnes transfrontalières se déplacent entre les territoires en voiture

Enfin, pour clore la caractérisation des personnes interrogées, on leur a demandé **les raisons pour lesquelles elles passaient régulièrement la frontière**, en les séparant en trois grands groupes : **raisons socio-économiques** (éducation, raisons personnelles et familiales, santé, commerce, culture, sports et activités de loisirs, etc.), **raisons professionnelles** ou **les deux**.

Principaux motifs de circulation entre les territoires transfrontaliers



68,4 % des personnes transfrontalières se déplacent entre les territoires uniquement pour des **motifs socio-économiques**

1.2. Impact de la fermeture de la frontière sur les citoyen.ennes transfrontalières se déplaçant pour des raisons socio-économiques

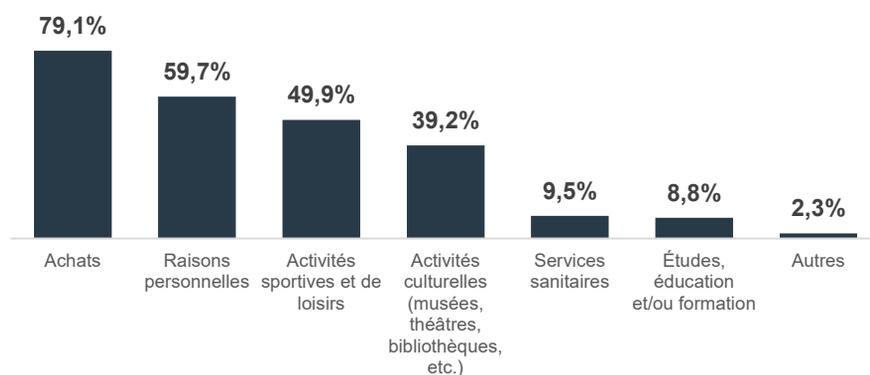
Après avoir effectué une première analyse des personnes interrogées et avoir identifié les citoyen.ennes transfrontalières, on en a conclu que **92,1 % des personnes se déplacent pour des raisons socio-économiques avec une récurrence supérieure ou égale à une fois tous les 15 jours** entre les territoires transfrontaliers. Sur ces 92,1 %, 23,8 % se déplacent également pour des raisons professionnelles.



92,1 % des transfrontalières passent la frontière pour des **raisons socio-économiques**.

Ainsi, les personnes transfrontalières se déplacent entre les territoires principalement pour faire des **achats (79,1 %)**, pour des **raisons personnelles** telles que se rendre dans une résidence secondaire ou rendre visite à des amis ou parents (**59,7 %**), pour **pratiquer des sports ou des loisirs (49,9 %)** et pour des **activités culturelles (39,2 %)**.

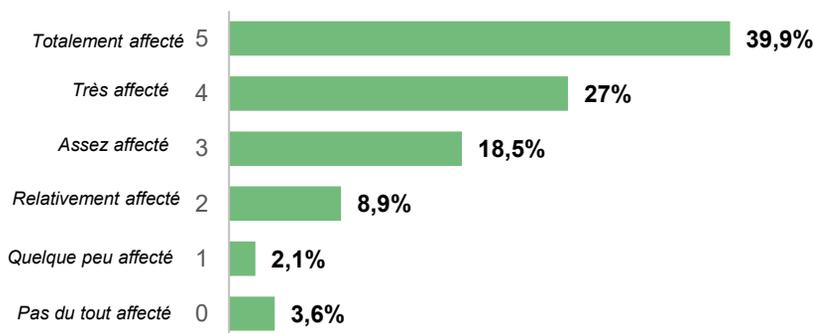
Principales raisons socio-économiques de la circulation entre les territoires transfrontaliers



Les principales raisons socio-économiques pour lesquelles les citoyens passent la frontière se résument aux **achats (79,1 %)** et pour **raisons personnelles (59,7 %)**.

La fermeture de la frontière a affecté ces activités des deux côtés de la frontière. Ainsi, **39,9 % des personnes transfrontalières considèrent qu'elles ont été totalement impactées** par la fermeture de la frontière, tandis que **27 % se considèrent comme très touchées** et que seulement **3,6 % n'en ont pas été affectées**.

Effet de la fermeture de la frontière pendant la crise de la COVID-19 sur la vie quotidienne des personnes transfrontalières



66,9 % des citoyen.ennes transfrontalières se considèrent comme étant entièrement ou très affectés par la fermeture de la frontière

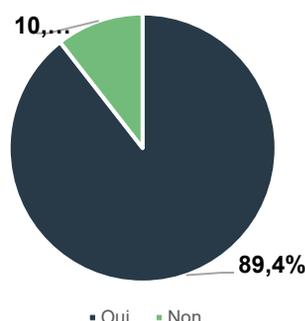
Une fois le degré d'impact de la fermeture de la frontière sur les citoyen.ennes transfrontalières identifié, on a analysé comment et où l'impact se produisait sur la circulation des personnes qui mènent des activités transfrontalières.

En ce sens, l'impact causé par la COVID-19 a été **notable, principalement dans les Pyrénées-Atlantiques (68,3 % des résident.tes considèrent l'impact comme très élevé ou total) et au Gipuzkoa (63 % l'ont qualifié de très élevé ou total)**. La Navarre est la région la moins impactée, mais qui présente toutefois un pourcentage similaire à celui des Pyrénées-Atlantiques et du Gipuzkoa (62 %). Ainsi, 6,5 % des habitants de Navarre mentionnent un impact nul, soit 3,3 % de plus que dans les Pyrénées-Atlantiques et 2,2 % de plus qu'au Gipuzkoa.

Donc, **89,4 % des personnes transfrontalières ont établi qu'elles avaient cessé d'exercer certaines activités transfrontalières à cause de la fermeture de la frontière**, alors que 10,6 % seulement avaient continué à exercer ces activités de manière transfrontalière.

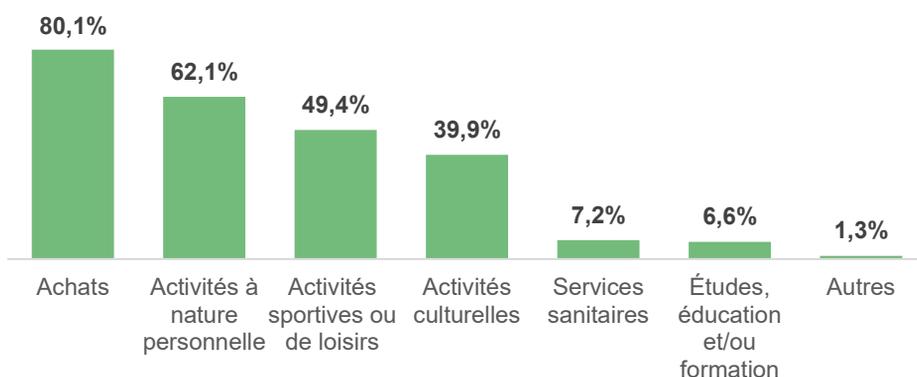
89,4% des personnes transfrontalières **ont cessé d'exercer certaines activités socio-économiques** à cause de la fermeture de la frontière.

Pourcentage de citoyen.ennes qui disent ou nient avoir continué à exercer des activités transfrontalières



À cet égard, les principales activités que les personnes transfrontalières ont cessé d'exercer suite à la fermeture de la frontière ont été identifiées. Ainsi, sur les **89,4 %** de celles et ceux qui **ont cessé d'exercer une activité transfrontalière**, **80,1 %** ont déclaré avoir cessé de faire des **achats**, tandis que **62,4 %** avaient cessé d'exercer des **activités pour raisons personnelles** (visites familiales ou à des amis, déplacement dans la résidence secondaire, etc.) et **49,4 %** des **activités sportives ou de loisirs** (par exemple, gastronomiques). Ainsi, les activités les plus touchées sont celles pour lesquelles les personnes transfrontalières se déplacent d'un territoire à l'autre, comme faire des achats, pour raisons personnelles et pour des activités sportives ou de loisirs.

Activités spécifiques interrompues par la fermeture de la frontière



80,1% des personnes transfrontalières ont cessé d'exercer des courses transfrontalières à cause de la fermeture de la frontière

Il leur a été demandé si elles allaient reprendre ces activités comme avant la crise sanitaire, une fois la frontière ouverte. Les personnes ayant cessé certaines de leurs activités ont estimé, de manière générale, **qu'elles les reprendraient**, ce qui se traduit par **une touche d'optimisme pour les secteurs qui dépendent des activités transfrontalières**. En ce sens, voici une évaluation des personnes par activité qu'elles ont cessé d'exercer. Les évaluations ont été faites sur une base individuelle afin de mieux comprendre le comportement futur des personnes transfrontalières.

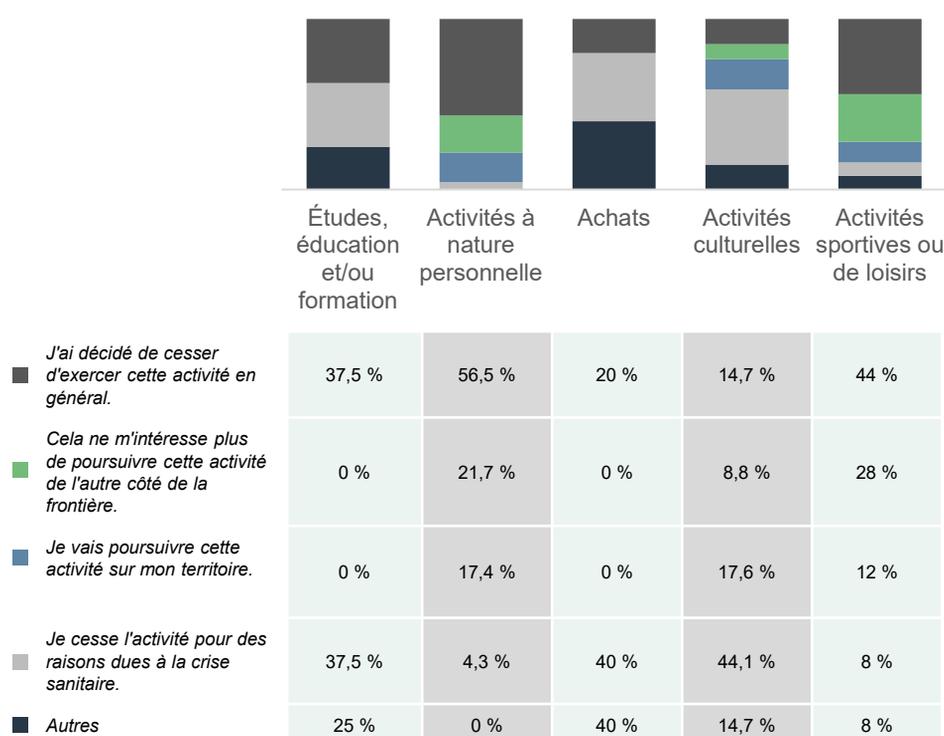
Personnes qui affirment ou nient qu'elles reprendront ces activités comme avant la crise sanitaire



Les activités qui seront reprises mais moins intensément dès l'ouverture de la frontière selon les personnes transfrontalières sont **les services de santé (95,6 %)** et **les activités de nature personnelle (94 %)**.

Même si la plupart des personnes déclarent qu'elles reprendront leurs activités transfrontalières comme avant la crise sanitaire, **les principales raisons pour lesquelles certaines personnes ne s'engageront pas dans ces activités avec l'ouverture de la frontière** ont été identifiées.

Principales raisons pour lesquelles les activités transfrontalières ne seront pas reprises comme avant la crise sanitaire



Les principales raisons pour lesquelles les personnes transfrontalières abandonneront ces activités sont, en moyenne, **cesser d'exercer des activités en général (34,5 %)**, pour des raisons découlant de la crise sanitaire (26,8 %) et suite à une perte d'intérêt pour l'exercice d'activités de l'autre côté de la frontière (19,5 %).

Enfin, afin d'obtenir une vision détaillée de l'impact de la fermeture sur la vie quotidienne des citoyen.ennes, il leur a été demandé d'identifier brièvement les **principaux obstacles** rencontrés par rapport à cet événement. Ainsi, parmi plus de **1 400 témoignages de citoyen.ennes**, les problèmes les plus courants sont les suivants :

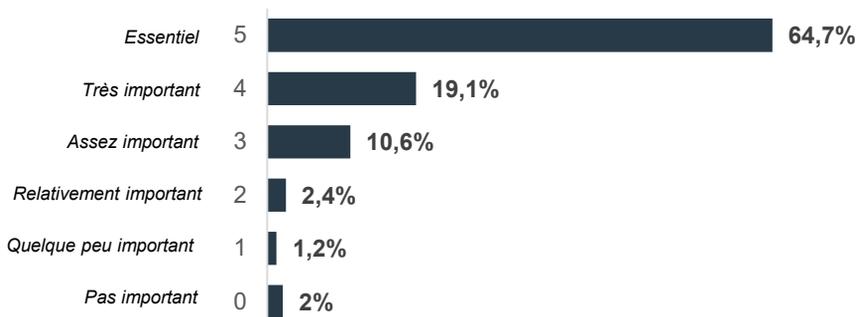
- La perte de la liberté de circulation de la population dans certaines communes ou cantons a entraîné une limitation de l'accès à certains biens ou services de base qui n'y étaient pas disponibles.
- Les retards importants causés par la fermeture de la frontière qui rendent difficiles ou inopérants les déplacements visant des activités essentielles.
- Des difficultés à se déplacer pour mener des activités d'éducation ou de formation en France.
- La diversité des critères, selon le gouvernement, en termes de justificatifs à présenter au contrôle frontalier (déplacement pour raisons professionnelles ou personnelles, comme les soins aux personnes dépendantes).
- Impossibilité de se rendre dans la résidence secondaire pour s'en occuper.
- Impossibilité de rendre visite à la famille ou aux amis.

Pertinence de la coopération transfrontalière pour la citoyenneté transfrontalière

Afin de connaître la **perception de la citoyenneté transfrontalière de la coopération entre les trois territoires** frontaliers -aire de travail de l'Eurorégion-, une série de questions thématiques ont été posées en complément. Il leur a été demandé de donner leur **évaluation générale de l'importance de la coopération** et d'identifier les **actions possibles pouvant faciliter la vie quotidienne** face à la « nouvelle normalité ».

Voici l'**évaluation des personnes transfrontalières** sur l'importance de renforcer la coopération transfrontalière afin d'améliorer leur condition, dans la situation actuelle. Ainsi, on peut constater que le public, d'une manière générale, considère la **coopération transfrontalière comme très pertinente**. En fait, seules 2 % des personnes interrogées ne le considèrent pas comme importante.

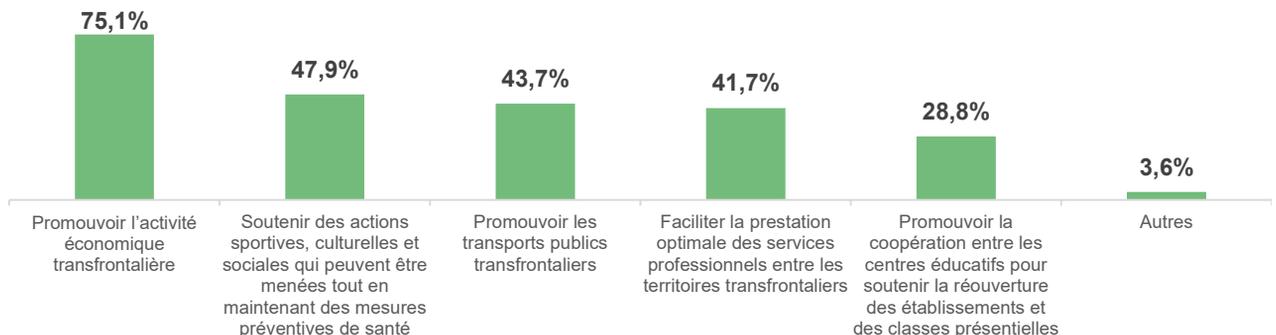
Importance du renforcement de la coopération transfrontalière pour améliorer le statut de transfrontalière



83,8 % des personnes transfrontalières considèrent la **coopération transfrontalière essentielle ou très importante** pour améliorer la condition transfrontalière

Des actions ou mesures possibles ont également été proposées qui, dans le cadre de la coopération transfrontalière, pourraient contribuer à atténuer l'impact de la fermeture de la frontière sur la vie quotidienne des personnes transfrontalières. Ainsi, **75,1 %** des citoyen.ennes transfrontalières considèrent qu'il est important de **promouvoir l'activité économique transfrontalière**, suivi par le **soutien aux activités sportives, culturelles et sociales (47,9 %)**.

Pourcentage des actions prioritaires selon les personnes interrogées pour atténuer l'impact de la fermeture de la frontière sur la vie quotidienne



De même, bien qu'il soit impossible de retranscrire l'intégralité des initiatives jugées pertinentes par les citoyens, un schéma commun mettant l'accent sur la nécessité d'accroître la **visibilité des personnes transfrontalières** a été identifié. Ainsi, nombre de ces personnes ont estimé que, compte tenu des flux transfrontaliers existants, il est nécessaire de **renforcer leur personnalité transfrontalière** afin qu'elles puissent circuler entre les territoires avec une plus grande liberté et moins de restrictions administratives.

Enfin, il a été constaté que **53,9 % des citoyen.ennes transfrontaliè.ères connaissent l'Eurorégion NAEN**, organisme de coopération visant à promouvoir des projets qui contribuent au développement économique, social et culturel des territoires transfrontaliers à l'échelle transfrontalière, interrégionale et européenne, alors que **46,1 % des personnes ne connaissent pas l'Eurorégion**.

1.3. Caractérisation des travailleur.euses transfrontaliè.ères

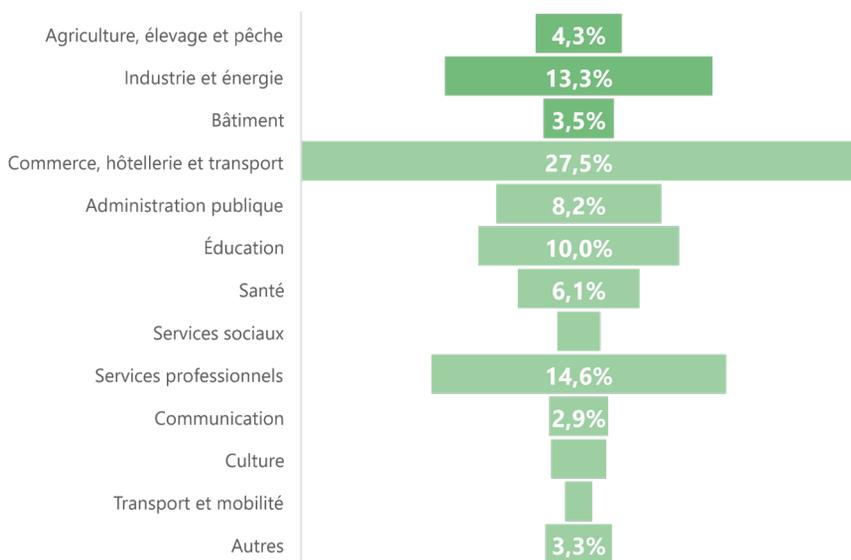


Comme il est dit plus haut, **31,5 % des personnes interrogées sont des travailleur.euses transfrontaliè.ères**. Sur ces 31,5 %, 23,5 % se déplacent également pour des raisons socio-économiques.

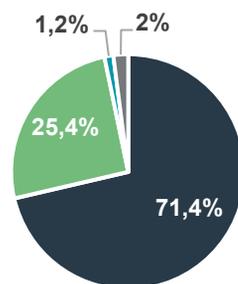
31,5 % des personnes transfrontalières passent la frontière pour raisons professionnelles.

Tout d'abord, les travailleur.euses transfrontaliè.ères ont été caractérisé.ées, par l'identification des secteurs de travail, des professions spécifiques et des raisons de leurs déplacements. Ainsi, le secteur le plus représenté était le **commerce, l'hôtellerie et le tourisme (27,5 %)**, suivi des **services professionnels (14,6 %)**, **de l'industrie et de l'énergie (13,3 %)** et **de l'éducation (10 %)**, respectivement. Les secteurs les moins représentés sont le transport et la mobilité (1,4 %) et les services sociaux (2,1 %). En outre, **71,4 % des personnes sont salariées** tandis que 25,4 % sont des travailleur.euses indépendant.tes.

Principaux secteurs de travail des travailleur.euses transfrontaliè.ères



Emploi des personnes transfrontalières

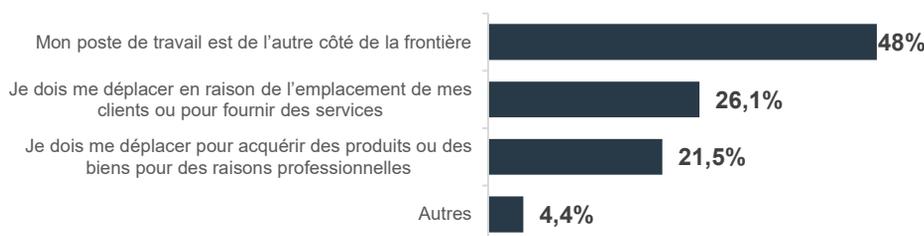


- Salarié
- Travailleur indépendant
- Haute direction
- Autres

27,5 % des travailleur.euses transfrontalier.ères travaillent dans le **commerce, l'hôtellerie et le tourisme**, suivis par les **services professionnels (14,6 %)**. De même, **71,4 %** des travailleur.euses transfrontalier.ères sont **salarié.es**.

En outre, afin de comprendre les raisons pour lesquelles se déplacent, on leur a demandé de décrire leur mobilité. Ainsi, **48 % se déplacent parce que leur poste de travail est situé sur un autre territoire transfrontalier**, **26,1 % se déplacent en raison de la localisation de leurs clients ou pour fournir des services spécifiques**, et **21,5 % se déplacent pour acquérir des produits ou des biens pour leur travail**.

Motifs professionnels des déplacements entre territoires transfrontaliers

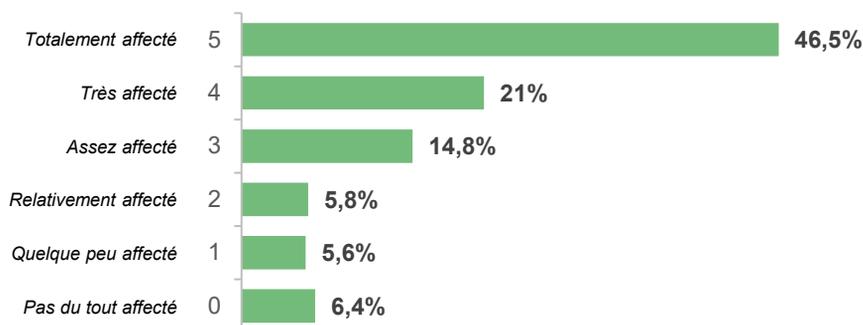


Le principal motif de déplacement professionnel est que leur **emploi se trouve de l'autre côté de la frontière (48 %)**

Après les avoir caractérisés, une série de questions a été posée afin de comprendre **comment et de quelle manière la COVID-19 et la fermeture de la frontière qui en a résulté les ont affectés** et d'identifier d'éventuelles **mesures d'atténuation de l'impact**.

Ainsi, **46,5 %** d'entre eux ont estimé que la fermeture de la frontière les avait **totalemment affecté.es**, tandis que **21 %** se sont sentis **très affecté.es** et **14,8 % assez affecté.es**. À cet égard, les salarié.es du **commerce estiment que la fermeture de la frontière a eu un impact majeur** (34,5 % des salarié.es considèrent qu'ils ont été totalement touchés).

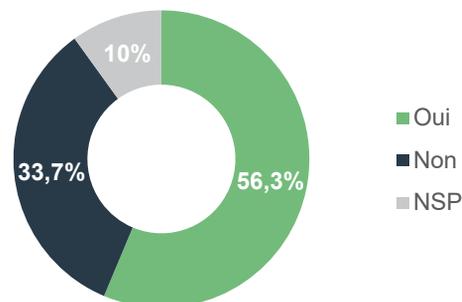
Effet de la fermeture de la frontière pendant la crise de la COVID-19 sur la vie quotidienne des travailleur.euses transfrontalier.ères



67,5 % des travailleur.euses transfrontalier.ères ont été **totalemment ou très affecté.es** par la fermeture de la frontière

En ce sens, et compte tenu de l'effet de la COVID-19 sur les travailleur.euses transfrontalier.ères, nous avons cherché à **comprendre l'impact de la fermeture de la frontière sur les entreprises** qui les emploient. Ainsi, dans **56,3 %** des entreprises employant des **travailleur.euses transfrontalier.ères, des mesures extraordinaires ont été prises en raison de l'impact de la COVID-19** ou de la fermeture de la frontière, tandis que **33,7 % des entreprises n'ont adopté aucune mesure particulière.**

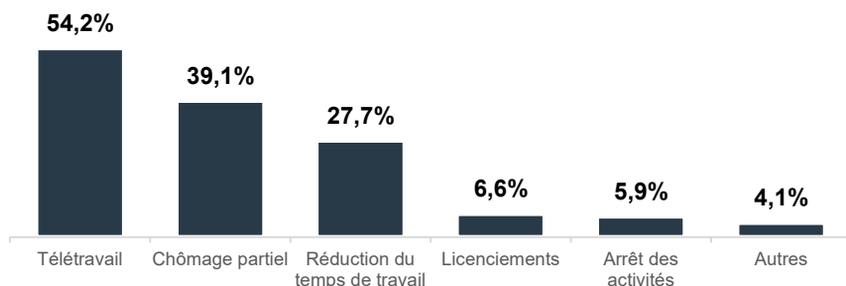
Application de mesures extraordinaires dans les entreprises



53,3 % des entreprises employant des travailleur.euses transfrontalier.ères ont adopté des **mesures extraordinaires liées à l'impact de la COVID-19**

Ainsi, les mesures le plus largement mises en œuvre sont le **télétravail (54,2 %)** et les **demandes de chômage partiel (39,1 %)**, suivis par les **réductions du temps de travail (27,7 %)** et les **licenciements (6,6 %)**. **5,9 %** des salarié.es ont instinctivement évoqué la **cessation totale d'activité.**

Principales mesures extraordinaires adoptées par les entreprises



Les principales mesures prises par les entreprises employant des travailleur.euses transfrontalier.ères sont le **télétravail (54,2%)** et le **chômage partiel (39,1 %)**

Enfin, et pour dresser un panorama détaillé de l'impact de ces mesures sur les salarié.es, il leur a été demandé d'identifier brièvement les **principaux obstacles** rencontrés dans la mise en œuvre de ces mesures. Ainsi, les plus de **480 témoignages de salarié.es** ont permis d'identifier les **problèmes les plus courants** mentionnés par ceux-ci :

- Problèmes de mobilité pour prestation de services en présence ou en réunion avec les clients.
- Retards dans le travail transfrontalier et incertitude quant à la possibilité de respecter les horaires de travail (en raison d'importants bouchons à la frontière, voire de l'impossibilité de la franchir en raison du flou autour des documents à présenter)
- Difficultés pour traiter les dossiers de demande de chômage technique, de financement et de préparation de la reprise de l'activité.

- Certains travailleur.euses transfrontalier.ères ne disposent pas des moyens, des ressources ou de l'espace nécessaires pour pouvoir télétravailler de manière efficace et ces moyens et ressources ne leur ont pas été fournis par leur entreprise.
- Une efficacité moindre dans les performances de l'entreprise.

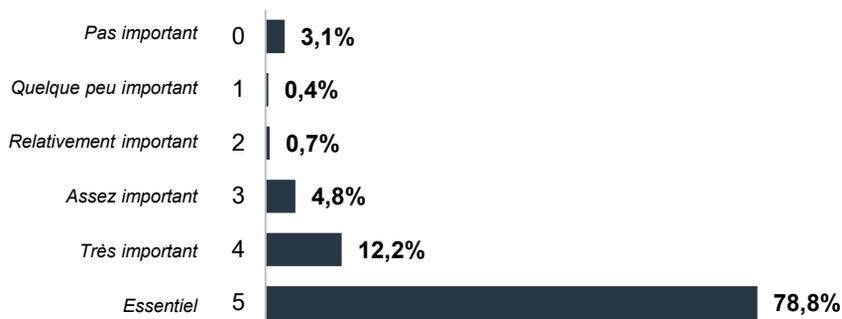
En ce qui concerne les **obstacles identifiés par les travailleur.euses transfrontalier.ères suite à la fermeture de la frontière**, il s'agit surtout de **problèmes de mobilité** entre les territoires (embouteillages à la frontière, méconnaissance et diversité des critères par rapport à la documentation à présenter sur chaque territoire, etc.) ce qui, à leur avis, a eu un impact négatif sur leur rendement général. De même, les réponses au questionnaire ont fait état de problèmes liés aux **difficultés d'accès aux aides pour les salarié.es et les entreprises**, ainsi qu'à d'autres **procédures fiscales ou professionnelles** rendues difficiles, dans le cas des travailleur.euses transfrontalier.ères, en raison d'un manque d'uniformité des critères entre les différents gouvernements et de l'absence de réponse claire face à cette situation exceptionnelle.

Pertinence de la coopération transfrontalière pour les travailleur.euses transfrontalier.ères

Dans le même esprit que le questionnaire destiné aux citoyen.nes, une série de questions a été réalisée pour connaître la **perception des travailleur.euses transfrontalier.ères concernant la coopération entre les trois territoires** transfrontaliers. Il ont ainsi évalué **l'importance de la coopération** et identifié les **actions possibles pouvant faciliter la vie quotidienne** face à la « nouvelle normalité ».

L'analyse de la perception de l'importance de renforcer la coopération transfrontalière afin d'améliorer la situation professionnelle des travailleur.euses transfrontalier.ères est présentée ci-après. Ainsi, on peut constater que les salarié.es, d'une manière générale, **considèrent la coopération transfrontalière comme essentielle**. En fait, **près de 80% la considèrent comme essentielle, alors que seulement 3,1% ne lui accordent aucune importance**.

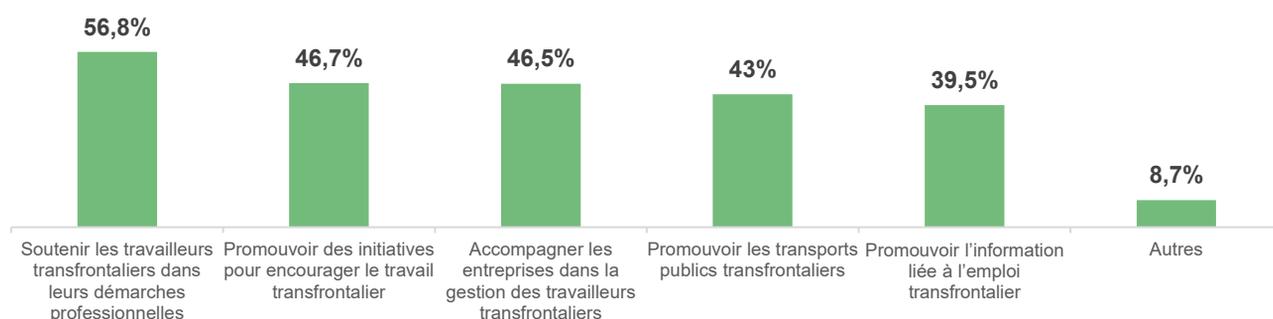
Importance du renforcement de la coopération transfrontalière pour améliorer la condition des travailleur.euses transfrontalier.ères



91 % de travailleur.euses transfrontalier.ères considèrent la coopération transfrontalière comme **essentielle ou très importante** pour **améliorer leur situation professionnelle**.

En outre, d'éventuelles actions ou mesures ont été proposées pour, dans le cadre de la coopération transfrontalière, contribuer à atténuer l'impact de la fermeture de la frontière sur la vie quotidienne des travailleur.euses transfrontalier.ères. Ainsi, **56,8 %** des citoyen.ennes transfrontalier.ères considèrent qu'il est pertinent de **soutenir les travailleurs dans leurs démarches liées à l'emploi**. Vient ensuite la **promotion d'initiatives visant à encourager le travail transfrontalier (46,7 %)**.

Pourcentage des actions privilégiées par les travailleurs pour atténuer l'impact de la fermeture de la frontière sur leur activité professionnelle quotidienne



De même, les travailleur.euses transfrontalier.ères ont proposé des initiatives pouvant permettre l'amélioration de leur conditions salariales transfrontalières. Un schéma commun aux différents témoignages a pu être identifié, schéma qui met l'accent sur la **nécessité de promouvoir la cohésion des territoires (4,8 %)** et **d'accroître la visibilité des personnes transfrontalières (1,3 %)**. Ainsi, nombre de ces personnes ont estimé que, compte tenu des flux existants de travailleur.euses transfrontalier.ères, il est nécessaire de **renforcer leur personnalité transfrontalière** afin qu'ils.elles puissent se déplacer entre les territoires avec une plus grande liberté et moins de restrictions administratives. Cette idée a été jugée pertinente tant pour les travailleur.euses transfrontalier.ères que pour le grand public en général. Les salarié.es ont estimé nécessaire que que les **pouvoirs publics des trois territoires travaillent conjointement**.

Enfin, il a été constaté que **62,4 % des travailleur.euses transfrontalier.ères connaissent l'Eurorégion NAEN**, alors que 37,6 % ne la connaissent pas.



Résultats de l'enquête sur la population transfrontalière



92,1%

Personnes traversent la frontière pour des raisons socio-économiques

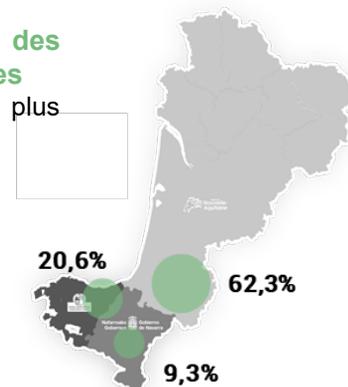


31,5 %

Personnes traversent la frontière pour raisons professionnelles

Le département des Pyrénées-Atlantiques est le territoire le plus représenté.

75 % des personnes interrogées traversent la frontière plus d'une fois par mois (et **88 %** le font en voiture).



Impact de la fermeture de la frontière

Totalement ou fortement affecté par la fermeture de la frontière



66,9 % des citoyen.ennes transfrontalièr.ères

67,5 % des travailleur.euses transfrontalièr.ères

89,4 %

des personnes ont cessé d'exercer des activités de l'autre côté de la frontière

56,3 %

des entreprises employant des travailleur.euses transfrontalièr.ères ont adopté des mesures extraordinaires

La coopération transfrontalière comme solution

83,3 %

des personnes la considèrent comme essentielle ou très importante

91 %

des salarié.es la considèrent comme essentielle ou très importante

La coopération transfrontalière est essentielle pour l'amélioration du statut des citoyen.nes et des travailleur.euses transfrontalièr.ères.

Les activités socio-économiques les plus touchées



80,1 % achats



62,1 % activités personnelles



49,4 % activités sportives et de loisirs



39,9 % activités culturelles

Mesures extraordinaires les plus récurrentes



54,2 % mesures de télétravail



39,1 % chômage technique



27,7 % réduction du temps de travail



6,5 % licenciements

Problématiques des travailleur.euses transfrontalier.ères

Les travailleur.euses transfrontalier.ères ont dû s'adapter à la situation inédite provoquée par la COVID-19. **Le télétravail s'est généralisé**, et les entreprises des deux côtés de la frontière ont été invitées à le mettre en place pour toutes les fonctions où cela était possible, sans exception. Cependant, traduire cette situation dans la réalité n'a pas été chose facile et, dans la pratique, **deux problématiques** ont touché le groupe des travailleur.euses transfrontalier.ères :

- Premièrement, dans les cas où le télétravail n'était pas possible et où les salarié.es se sont vu.es contraints.es de passer la frontière pour se rendre sur leur lieu de travail, ces personnes se sont trouvées face à **l'absence d'un critère unique pour justifier leur situation de travailleur.euses transfrontalier.ères**. Faute d'un formulaire spécifique pour faciliter le passage de la frontière pour les travailleur.euses, les forces de l'ordre étaient force décisionnaire et devaient juger du caractère transfrontalier de l'emploi occupé.

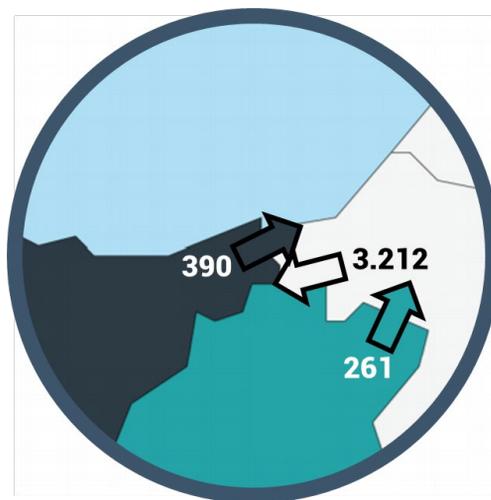
A cet égard, certaines des instructions disponibles enjoignaient de produire la preuve de leur statut de salarié.es transfrontalier.ères (présentation du contrat de travail, d'une attestation de l'employeur, etc. et d'un certificat de résidence ou d'enregistrement municipal (*Padrón*) justifiant du déplacement). C'est précisément ce deuxième point qui a donné lieu à la plupart des conflits puisque, en France, les listes municipales d'habitants n'existent pas dans les mêmes termes qu'en Espagne, et sont remplacées par l'attestation sur l'honneur, dont les implications dans le régime espagnol sont différentes de celles du cas français.

- Par ailleurs, les **prestations** auxquelles les travailleur.euses transfrontalier.ères ont droit ont fait l'objet de contradictions. Comme on le sait, pour faire face à la crise économique provoquée par la pandémie, la plupart des États de l'UE ont adopté divers plans de relance qui comprennent des aides touchées par les salarié.es dont l'emploi a été suspendu pour cause de force majeure. Ainsi et aux fins des conventions limitant la double imposition, ces paiements sont assimilés à des indemnités et, par conséquent, sont imposés dans les mêmes conditions et au même endroit que l'auraient été les salaires qu'elles remplacent.

Cependant, **le manque de prévoyance et de coordination entre les agences responsables a entraîné des situations de vulnérabilité pour les citoyen.ennes transfrontalier.ères :**

- **Perte supplémentaire pour les travailleurs.euses concerné.es par les dossiers de chômage technique en Espagne en termes de montant perçu :** dans le cas des ERTE (chômage technique) pour les non-résidents, un pourcentage supplémentaire est retenu, ce qui, ajouté aux 30 % du montant que les travailleurs ne reçoivent plus, représente une perte cumulée de près de la moitié du salaire dans le cas des travailleur.euses transfrontalier.ères qu'ils ne pourront récupérer que l'année prochaine, lorsqu'ils feront leur déclaration de revenus.

Flux de travailleur.euses transfrontalier.ères



Source : Diagnostic de l'emploi transfrontalier dans l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre (2017)

Chapitre 2

Développement des projets eurorégionaux dans la situation actuelle

- 2.1. Impact de la COVID-19 sur les projets transfrontaliers
- 2.2. Impact sur les secteurs stratégiques

Chapitre 2 | Développement des projets eurorégionaux dans la situation actuelle

La pandémie de COVID-19 et la fermeture de la frontière qui en a résulté ont également eu un impact négatif sur les projets eurorégionaux engagés dans les principaux secteurs stratégiques de l'Eurorégion. À cet égard, connaître le point de vue des partenaires eurorégionaux est essentiel pour contrer les retombées négatives pouvant frapper ces secteurs prioritaires.

Pierre angulaire de l'analyse de l'impact de COVID-19, **une première enquête a été menée, en avril, auprès des partenaires de projets eurorégionaux dans les secteurs stratégiques de l'Eurorégion.** Cette enquête avait pour objectif de **recueillir des informations concernant l'impact de la COVID-19** sur la mise en place des projets afin de réagir à cet impact et d'orienter le travail de l'Eurorégion à cet égard.

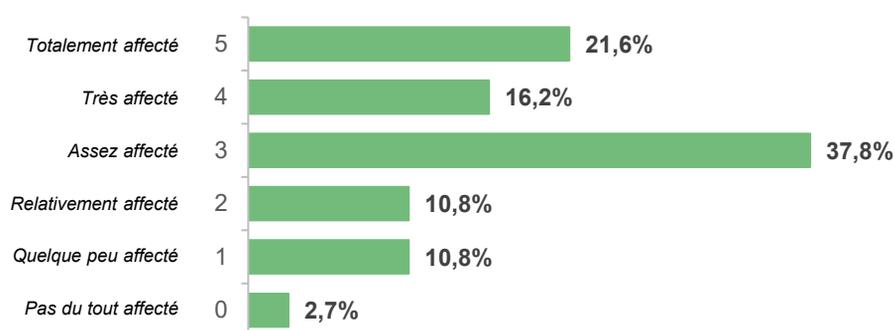
L'enquête a révélé que l'**impact** de la COVID-19 sur les projets était assez important pour les partenaires, puisque la situation engendrait des problèmes dans l'exécution et la mise en œuvre de certains des projets ou activités. En ce sens, **69,5 % des partenaires ayant répondu à l'enquête considèrent que leurs projets ont été significativement ou très significativement affectés par la COVID-19.** Pendant le confinement, les principaux problèmes identifiés étaient les **changements de calendrier ou les retards, les problèmes de déplacement et l'impossibilité de mener à bien une action ou une activité.**

Pour cette raison et sur la base de ce questionnaire qui cherchait à savoir comment le confinement et la fermeture de la frontière avaient initialement influé sur les projets eurorégionaux, **un nouveau questionnaire a été élaboré pour appréhender un nouveau contexte : l'avancée vers une « nouvelle normalité ».** Dans cette situation inédite, l'objectif était de connaître la vision des partenaires sur le manque de financement et l'éventuelle ouverture de la frontière, de comprendre comment les projets sont maintenant gérés et quelles sont les perspectives d'avenir des partenaires.

2.1. Impact de la COVID-19 sur les projets transfrontaliers

La fermeture de la frontière a affecté la mise en œuvre et le développement de projets lancés sur les différents territoires transfrontaliers. Ainsi, **21,9 % des partenaires eurorégionaux considèrent que le projet auquel ils collaborent a été totalement affecté, tandis que 16,2 % considèrent que l'impact a été très notable et 37,8 % assez notable.**

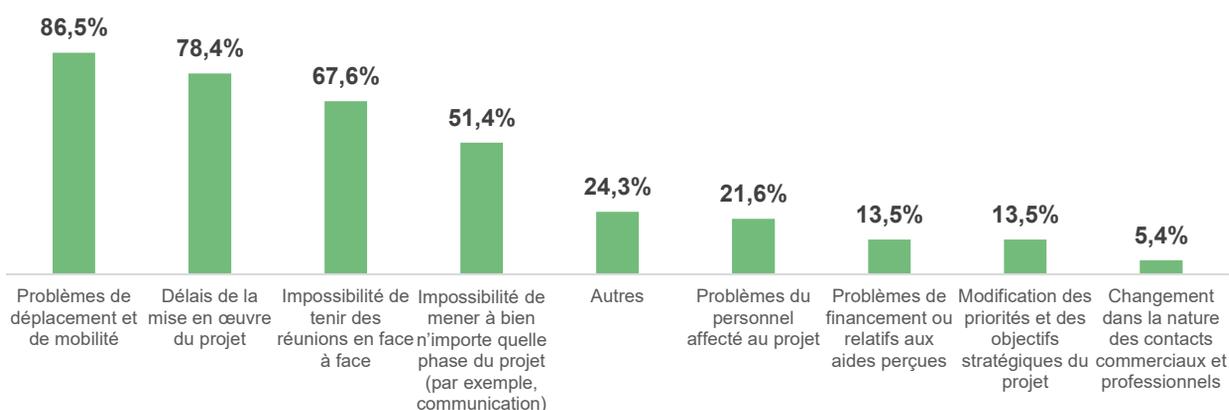
Impact de la fermeture de la frontière pendant la crise de la COVID-19 sur l'exécution des projets



37,8 % projets eurorégionaux ont été **totalement affectés ou très affectés** par la COVID-19

Ainsi, afin d'approfondir la typologie des problématiques rencontrées dans les différents projets, des questions concernaient les différents obstacles rencontrés dans cette situation. Les problématiques les plus récurrentes étaient les **problèmes de déplacements et de mobilité (86,5 %)**, les **délais d'exécution des projets (78,4 %)** et l'**impossibilité de tenir des réunions présentielles (67,4 %)**. Ainsi, les problèmes rencontrés sont similaires dans les deux situations (confinement et avancée vers la « nouvelle normalité »).

Typologie des problèmes découlant de la COVID-19 et qui ont affecté l'exécution du projet

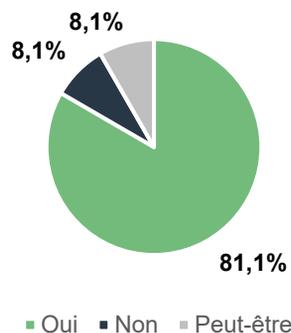


En ce sens, les secteurs basés sur la mise en œuvre d'activités en présence tels que la culture, l'éducation, la jeunesse, etc. ont été principalement touchés par les délais d'exécution des projets (retards de réalisation de ces activités), et par les problèmes de déplacement et de mobilité. De même, l'agriculture est le secteur le plus touché du fait de l'impossibilité de réaliser une quelconque phase du projet.

Les problèmes les plus souvent identifiés dans les différents projets eurorégionaux sont liés aux **déplacements et à la mobilité (86,5)** et aux **délais d'exécution (78,4 %)**

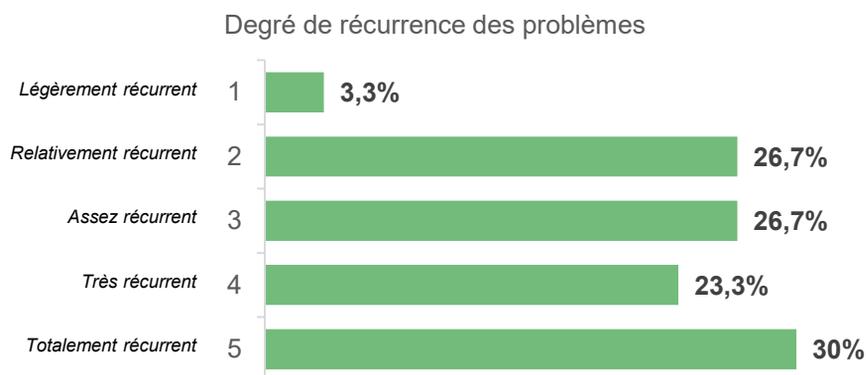
De plus, pour comprendre comment ces problèmes vont évoluer au fil du temps et lors de la progression vers une « nouvelle normalité », les partenaires ont été interrogés sur la **récurrence des problèmes dérivés de la COVID-19 à l'avenir**. **81,1 % des partenaires ont déclaré que les problèmes seraient récurrents jusqu'à l'ouverture totale des frontières**, alors que **8,1 % seulement ont déclaré qu'ils ne seraient pas récurrents**.

Pourcentage de partenaires qui affirment ou nient que les problèmes seront récurrents avec l'ouverture des frontières



81,1% des partenaires des projets eurorégionaux ont conclu que les problèmes liés à la COVID-19 seront récurrents jusqu'à l'ouverture totale des frontières

En ce sens, les partenaires ont considéré que ces **problèmes seraient totalement récurrents dans 30 % des cas, très récurrents dans 23,3 % et assez récurrents dans 26,7 % des cas**. Il convient de noter qu'un seul partenaire a considéré que les problèmes seraient très peu récurrents.



53,3% des partenaires considèrent que les problèmes seront **totalement récurrents ou très récurrents** jusqu'à l'ouverture totale de la frontière

Il a également été jugé pertinent de tenter de comprendre **comment la COVID-19 et la fermeture de la frontière avaient affecté l'exécution des projets**. Ainsi, dans le cadre de l'enquête réalisée en avril, la grande majorité des partenaires européens ont mentionné que les actions menées étaient principalement liées au report de réunions ou de colloques. Dans ce nouveau questionnaire, **73 % des projets ont connu des reports de phases ou d'activités du projet**, en lien avec la situation de confinement. De même, **56,8 % des projets ont adapté des activités ou phases à un format en ligne et 40,5 % ont subi une transformation ou une modification des phases ou des activités en général**.

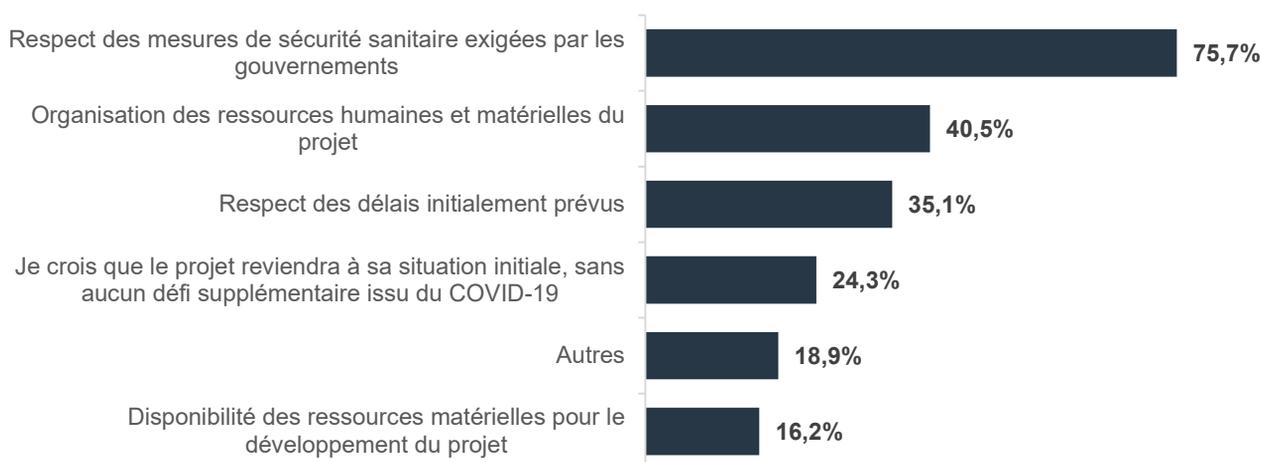
Actions menées par les partenaires du projet



Seuls **13,5 % des projets eurorégionaux n'ont pas subi de modification substantielle** en termes d'exécution, de développement ni d'exécution

Afin de comprendre **les défis à venir**, il a été procédé à une identification des défis auxquels les partenaires eurorégionaux seront confrontés une fois la frontière ouverte. En ce sens, **75,7 % des partenaires ont considéré que le respect des mesures de sécurité sanitaire exigées par les gouvernements sera un défi pour le projet à l'avenir**. Ils ont également estimé que **l'organisation des ressources humaines et matérielles du projet (40,5 %) et le respect des délais initialement prévus (35,1 %) étaient d'une grande importance**.

Défis qui se posent aux projets avec l'ouverture de la frontière

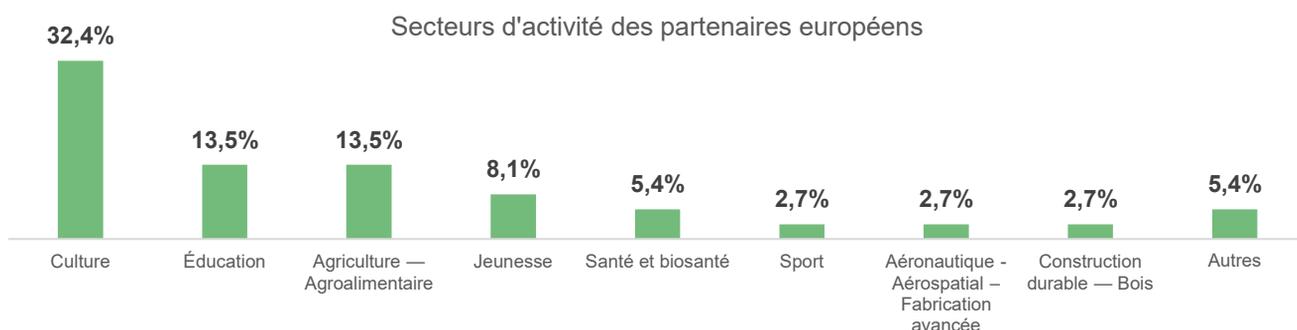


En outre, l'un des défis supplémentaires mentionnés par les partenaires sera de **surmonter les éventuelles réserves des citoyen.ennes** à participer à nouveau à des ateliers en face à face, à des événements à forte fréquentation ou à se rendre dans un établissement d'enseignement, etc.

75,7% des partenaires considèrent le **respect des mesures de sécurité sanitaire requises par les gouvernements** comme un futur défi pour le projet.

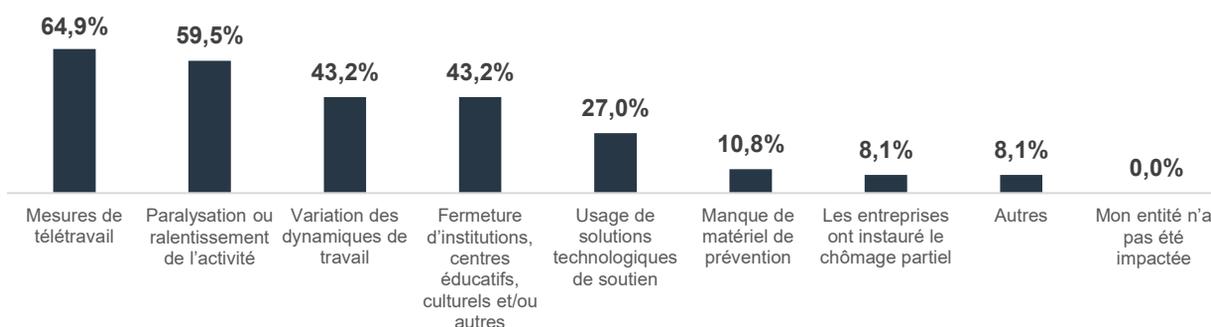
2.2. Impact de la COVID-19 sur les secteurs stratégiques

Une fois l'impact de la COVID-19 sur les projets stratégiques analysé, on s'est intéressé à l'impact sur les secteurs stratégiques des partenaires. Les secteurs les plus représentés sont **la culture (32,4 %), l'éducation (13,5 %) et l'agriculture (13,5 %)**.



Après identification des principaux secteurs de travail des partenaires, il leur a été demandé **comment leur entité avait été affectée par la COVID-19**. **64,9 % des partenaires ont mentionné que des mesures de télétravail avaient été adoptées**, tandis que **59,5 % ont évoqué l'arrêt ou le ralentissement de l'activité** et **43,3 %, une variation de la dynamique de travail**.

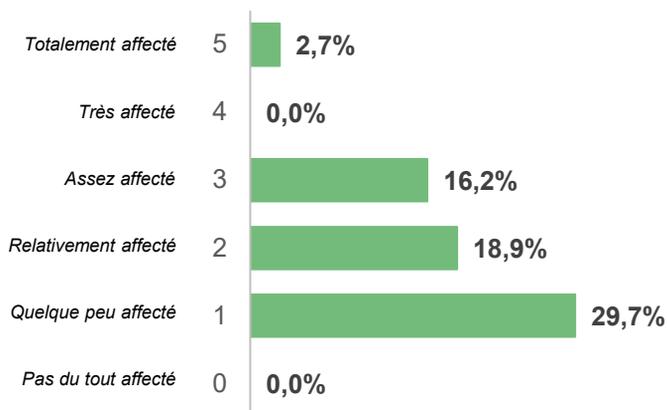
Problèmes rencontrés par les différentes entités



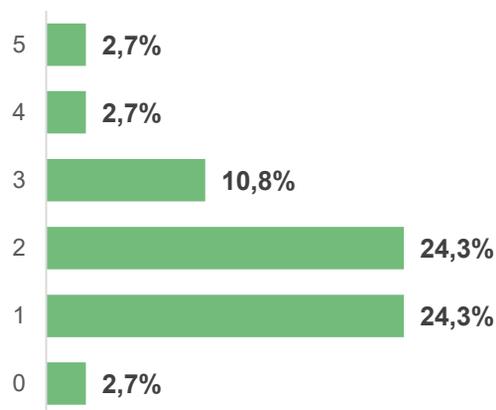
Aucun partenaire eurorégional n'a considéré que son entité n'avait pas été touchée par la COVID-19, tandis que **64,9 % d'entre eux ont appliqué des mesures de télétravail**.

Ainsi, les partenaires ont été invités à évaluer l'impact économique et en termes d'emploi de la fermeture de la frontière dans leur entité. Ainsi, **29,7 % considèrent que la fermeture de la frontière aurait un certain impact économique sur leur entité**, tandis que **24,3 % considèrent qu'elle aurait un certain impact sur l'emploi**.

Impact économique sur l'entité



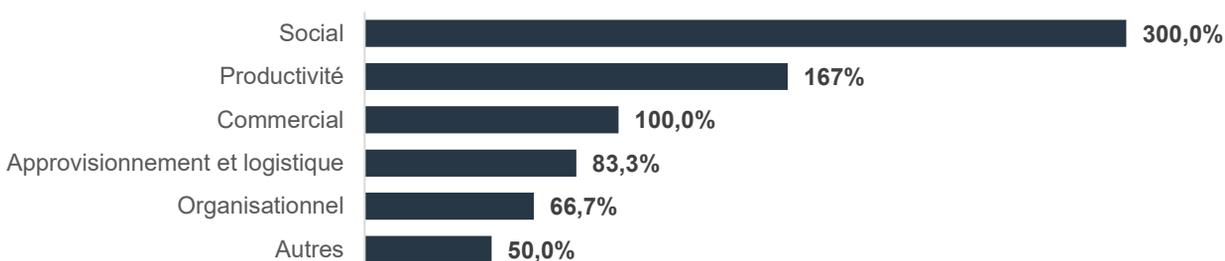
Impact sur l'emploi dans l'entité



En général, les partenaires eurorégionaux **ne considèrent pas que la fermeture de la frontière aura un impact trop important** sur leur entité

Les partenaires ont également tenu compte d'autres types d'impacts tels que les aspects organisationnel, d'approvisionnement et logistique, commercial, etc. Ils ont donc été interrogés sur d'éventuels autres impacts sur leurs entités, ce qui a donné les évaluations suivantes : **48,6 %** des partenaires ont considéré qu'il y aurait un **impact social** sur l'entité, **27 % sur la productivité**, **16,2 % sur l'aspect commercial**, **13,5 % sur l'approvisionnement et la logistique** et **10,8 %** ont considéré qu'il y aurait un **impact organisationnel**. D'autres impacts ont également été pris en compte, tels que les impacts méthodologiques, de coopération, sur la culture du travail, etc.

Autres impacts causés par la crise de la COVID-19



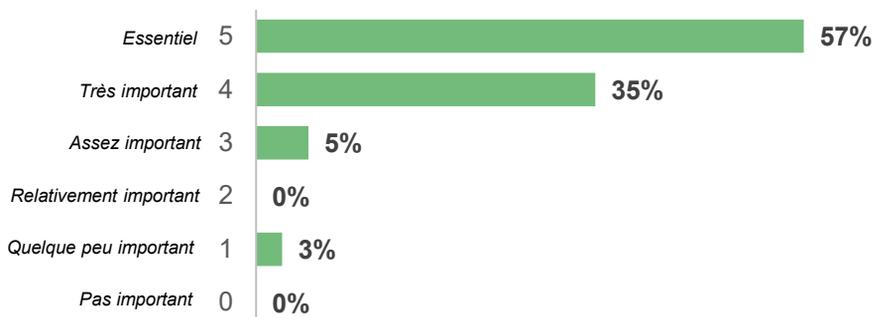
48,6 % des partenaires eurorégionaux considèrent que la fermeture de la frontière aurait **un impact social** sur leur entité.

Pertinence de la coopération transfrontalière pour les partenaires eurorégionaux

En consonance avec le questionnaire adressé aux citoyen.ennes, une série de questions a été rédigée afin de connaître la **perception des partenaires eurorégionaux sur la coopération entre les trois territoires frontaliers** dans le cadre des projets eurorégionaux. Il leur a été demandé de donner leur **évaluation générale de l'importance de la coopération** et d'identifier les **actions possibles pouvant faciliter la vie quotidienne** face à la « nouvelle normalité ».

Voici l'évaluation des partenaires quant à l'importance du renforcement de la coopération transfrontalière. On constate que les partenaires, d'une manière générale, **considèrent la coopération transfrontalière comme essentielle**. De fait, **près de 56,8 % la considèrent comme essentielle alors qu'aucun d'entre eux ne la considère comme insignifiante**.

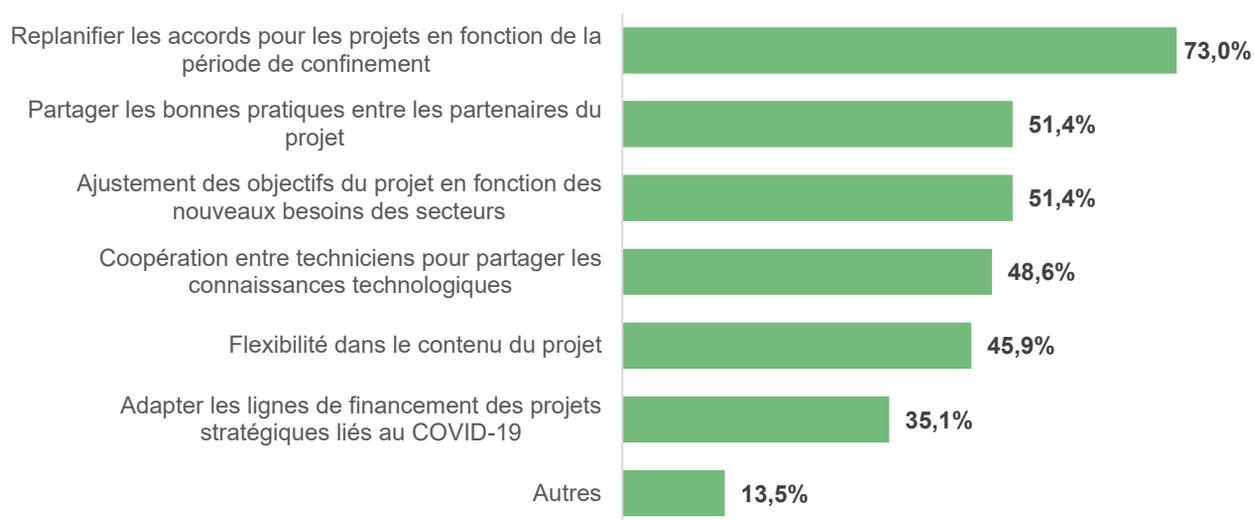
Importance du renforcement de la coopération transfrontalière pour atténuer l'impact sur les projets transfrontaliers



91,9 % des partenaires eurorégionaux considèrent comme **essentielle ou très importante** la coopération transfrontalière pour **atténuer l'impact de la COVID-19 sur les projets**.

D'éventuelles actions ou mesures ont également été envisagées pour contribuer à atténuer l'impact de la fermeture de la frontière sur les projets, dans le cadre de la coopération transfrontalière. Ainsi, **73 %** des partenaires considèrent important de **passer des accords de replanification des projets européens en fonction de la durée du confinement (73 %)**, outre **le partage de bonnes pratiques entre les partenaires des projets (51,4 %)** et **l'ajustement des objectifs du projet en fonction des nouveaux besoins du secteur (51,4 %)**.

Pourcentage d'actions jugées prioritaires par les partenaires pour atténuer l'impact de la fermeture de la frontière sur les projets



73 % des partenaires eurorégionaux considèrent la mise en place d'accords de replanification des projets comme une initiative clé pour atténuer l'impact négatif de la COVID-19 sur les projets transfrontaliers.

En outre, la possibilité a été donnée d'évoquer librement différentes initiatives jugées pertinentes pour les partenaires. Ainsi, un modèle commun a été identifié parmi les différents témoignages, qui a accentué le **besoin de soutien lié à la numérisation et à l'adaptation en ligne des phases et/ou des activités du projet**.

Enfin, les partenaires ont été invités à réfléchir aux **éventuelles solutions que l'Eurorégion pourrait proposer pour les aider dans ce processus**. À cet égard, les actions ou suggestions suivantes sont mises en évidence :

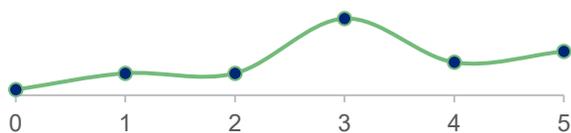
- Maintien des plans de financement afin de poursuivre les axes de recherche déjà établis entre les partenaires.
- Rôle essentiel de transmission des liens entre les territoires et des effets négatifs que peuvent avoir les mesures unilatérales (fermeture de la frontière, par exemple).

- « Acteur visible » pour rappeler la nécessité d'un traitement différencié pour les zones d'échange transfrontalier.
- Approfondissement de l'engagement en faveur de projets de travail partagé, afin de générer des connaissances communes, pas nécessairement par l'échange « traditionnel » en présentiel mais également grâce à des processus d'échange numérique et en ligne, à des études, des banques de pratiques, des bases de données des acteurs des deux côtés de la frontière, etc.
- Diffuser les bonnes pratiques par l'organisation de forums de partage d'expériences.
- Orientation du portail de l'emploi vers la concentration des informations spécifiques pour la communauté transfrontalière et dynamisation des opportunités d'emploi dans ce contexte de récession causée par la pandémie de COVID-19.



Résultats de l'enquête auprès des partenaires eurorégionaux

Impact sur les projets transfrontaliers



37,8 %

des projets eurorégionaux ont été totalement ou fortement affectés par la COVID-19

Principaux problèmes les plus récurrents dans les différents projets eurorégionaux



86,5 %

Déplacement et mobilité



78,4 %

Délais d'exécution



67,6 %

Organisation de réunions en présentiel



51,4 %

Impossibilité de réaliser une phase du projet

81,1 %

des partenaires des projets eurorégionaux ont conclu que les problèmes découlant de la COVID-19 seraient récurrents jusqu'à l'ouverture totale des frontières.

73 %

des projets ont subi des reports de phases ou d'activités



Le principal défi pour l'avenir sera de **respecter les mesures de sécurité sanitaire exigées par les gouvernements.**

Impact sur les secteurs stratégiques

Secteurs les plus représentés par les partenaires eurorégionaux



32,4 %
Culture



13,5 %
Éducation



13,5 %
Agriculture

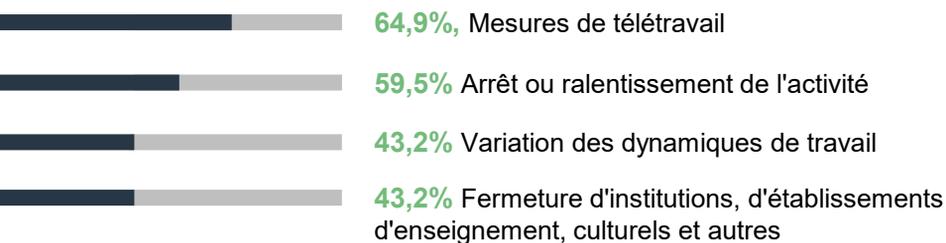


8,1 %
Jeunesse



5,4 %
Santé

Mesures adoptées par les entreprises des secteurs stratégiques



Les partenaires eurorégionaux **ne considèrent pas que la fermeture de la frontière aura un impact trop important** sur leur entité.

La coopération transfrontalière vue comme une solution

91,9%

des partenaires la considèrent essentielle ou très importante

La coopération transfrontalière est essentielle pour mitiger l'impact de la COVID-19 sur les projets transfrontaliers

Annexe

Méthodologie d'enquête

A.1. Enquête auprès des citoyen.ennes
transfrontalier.ères

A.2. Enquête auprès des partenaires de projets
eurorégionaux

Annexe | Méthodologie d'enquête

A.1. Enquête auprès des citoyen.ennes transfrontalier.ères

Identification

Dénomination : Impact de la fermeture des frontières sur les citoyen.ennes transfrontalier.ères

Périodicité : Enquête unique

Classe d'opération : Enquête par échantillonnage aléatoire

Méthodologie en fonction de l'origine des données Collecte directe de données primaires par échantillonnage aléatoire

Objectifs

L'enquête a pour objectif générique de recueillir des informations sur la manière dont la pandémie COVID-19 et, en particulier, la fermeture de la frontière entre les États français et espagnol a impacté la vie quotidienne des citoyen.ennes de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, en mettant particulièrement l'accent sur la situation des travailleur.euses transfrontalier.ères, en identifiant les principaux défis ou problèmes associés et en recueillant leur évaluation des différents types de contribution visant à atténuer cet impact.

Cet objectif général peut être décliné en quatre objectifs spécifiques :

1. Caractérisation de la population de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre concernant ses habitudes transfrontalières.
2. Identification des principales habitudes socio-économiques qui ont été affectées par la fermeture de la frontière
3. Description de l'incidence de la crise sanitaire et de la fermeture de la frontière dans le domaine de l'emploi.
4. Obtenir un indicateur sur l'évaluation faite par les citoyen.nes interrogé.es à propos de l'importance de la coopération transfrontalière, en particulier dans des situations exceptionnelles comme celle résultant de la fermeture de la frontière.

Référence

Population de référence :

L'univers de population de cette enquête est la population résidente de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre.

Zone géographique de référence :

Le champ d'application territorial de cette enquête est celui de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre.

Période de référence :

L'enquête sur l'impact de la fermeture de la frontière sur les citoyen.ennes transfrontalier.ères porte sur la période allant de mars à juin 2020 (période de fermeture de la frontière).

La périodicité de cette enquête est unique.

Plan d'échantillonnage

Comme il s'agissait d'un échantillonnage aléatoire par le biais d'une enquête web à diffusion libre, aucun plan d'échantillonnage n'a été réalisé en tant que tel.

Toutefois, afin d'assurer la représentativité de l'échantillon, deux valeurs cibles ont été proposées pour un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 5 % :

- Dans le cas de la population transfrontalière, le calcul a été basé sur un total de 1 463 392 habitants des régions frontalières : Pyrénées-Atlantiques (679 354 h), Gipuzkoa (713 007 h) et Nord-Ouest et Pyrénées (71 031 h). La valeur cible était de **385 réponses**, dont 179 devaient provenir des Pyrénées-Atlantiques, 187 de Gipuzkoa et 19 de Navarre.
- Dans le cas des travailleur.euses transfrontalier.ères, le calcul a été basé sur le nombre estimé de 3 863 personnes issu du *Diagnostic de l'emploi transfrontalier dans l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre (2017)* (soit 3 212 résidents de Pyrénées-Atlantiques et 651 résidents de Gipuzkoa ou Navarre). La valeur cible était de **350 réponses**, dont 291 devaient provenir de résidents de Pyrénées-Atlantiques et 59 résidents de Gipuzkoa ou Navarre.

A.2. Enquête auprès des partenaires de projets eurorégionaux

Identification

Dénomination : Impact de la COVID-19 sur les projets eurorégionaux

Périodicité : Enquête unique

Classe d'opération : Censitaire

Méthodologie en fonction de l'origine des données Enquête sur l'ensemble de la population statistique

Objectifs

L'objectif générique de l'enquête est de recueillir des informations concernant l'impact de la pandémie de COVID-19 et de la fermeture de la frontière entre les États français et espagnol sur le développement des projets de coopération transfrontalière soutenus par l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre, en identifiant les principaux défis ou problèmes associés et en sollicitant les avis sur le type d'actions de soutien considérées comme les plus appropriées pour s'adapter au nouveau scénario dès que la mobilité transfrontalière sera à nouveau autorisée.

L'objectif général peut se décliner dans les objectifs spécifiques suivants :

1. Qualifier l'impact que la situation de fermeture des frontières pendant la crise de la COVID-19 a eu sur le développement des projets transfrontaliers, en caractérisant la typologie des problèmes rencontrés par les partenaires et les actions de réponse développées.
2. Caractériser le degré d'impact de la situation selon les secteurs affectés, notamment dans les domaines de l'économie et du travail.
3. Évaluer les perspectives d'avenir des partenaires en ce qui concerne la poursuite des projets transfrontaliers.
4. Identifier les éventuelles mesures de soutien que l'Eurorégion pourrait fournir aux partenaires des projets de coopération transfrontalière.

Référence

Population de référence :

L'univers de population de cette enquête est constitué des responsables des projets eurorégionaux en cours qui sont soutenus par le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre.

Zone géographique de référence :

Le champ d'application territorial de cette enquête est celui de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre.

Période de référence :

La période de référence pour l'étude d'impact de la COVID-19 sur les projets eurorégionaux va de mars à juin 2020 (période de fermeture de la frontière).

La périodicité de cette enquête est unique.

Plan d'échantillonnage

S'agissant d'une opération statistique de type recensement, il n'a pas été nécessaire de dresser un plan d'échantillonnage, car l'enquête a été lancée sur l'ensemble de la population de référence.

Conclusions

Conclusions

Les restrictions et contrôles de la mobilité des citoyens européens à l'intérieur de l'espace Schengen décrétés par les États membres de l'UE, dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, ont eu pour conséquence la **suspension de la liberté de circuler pour les personnes, les biens et les services permis par le Traité de Lisbonne**. En outre, ces mesures ont entraîné des effets négatifs sur les écosystèmes sociaux et économiques de ceux qui vivent à proximité de ces frontières, effets que nous tentons de supprimer par nos actions.

Les résultats de ces enquêtes montrent que l'impossibilité de se déplacer librement dans l'espace transfrontalier a entraîné un **blocage** de la vie quotidienne de la population transfrontalière, souvent à cheval entre la frontière délimitant les États français et espagnol, **avec des conséquences sur les relations familiales et socio-économiques, voire sur l'accès aux services sanitaires**.

L'article 174 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne reconnaît les enjeux auxquels sont confrontées les régions frontalières et stipule que l'Union doit accorder une attention particulière à ces régions lorsqu'elle développe et poursuit son action visant à renforcer sa propre cohésion économique, sociale et territoriale. Les régions frontalières sont des espaces où le processus d'intégration européenne devrait être perçu le plus positivement, mais **vivre entre deux systèmes administratifs et juridiques différents reste complexe et coûteux**. La Commission européenne estime qu'en supprimant seulement 20% des obstacles transfrontaliers existants, les régions frontalières pourraient augmenter leur PIB de 2%.

Les Groupements Européens de Coopération Territoriale (GECT) visent **à faciliter et à promouvoir la coopération territoriale**, notamment un ou plusieurs axes de coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale, dans le but de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'UE.

Le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, en tant qu'outil de promotion de la coopération transfrontalière entre les trois territoires, a travaillé et travaille activement pour répondre aux différents défis du territoire. En ce sens, les résultats identifiés dans ce rapport nous guideront dans nos futures lignes d'action, avec un accent particulier sur **l'accès à l'information liée au transfrontalier et sur l'étude de cas de travailleurs et travailleuses transfrontalières**.

Remerciements

Remerciements

L'Eurorégion exprime sa gratitude aux **communes frontalières, aux administrations et institutions travaillant dans le domaine de la coopération transfrontalière et aux acteurs territoriaux** pour leur implication dans la diffusion de l'enquête. Nous remercions également les **citoyen.ennes transfrontalier.ères** pour leur ample participation et pour les informations fournies par le biais des questionnaires.





• **E** EURORÉGION
EUROESKUALDEA
EURORREGIÓN

NOUVELLE-AQUITAINE • EUSKADI • NAVARRA
AKITANIA BERRIA • EUSKADI • NAVARRA
NUEVA AQUITANIA • EUSKADI • NAVARRA